



Améliorer la sécurité humaine en Afrique

Rapport annuel 2022

L'Institut d'études de sécurité forge
des partenariats pour développer
les connaissances et les compétences
qui assureront l'avenir de l'Afrique

Table des matières

Orienter les réponses de l'Afrique dans un contexte mondial en pleine évolution	2
L'Afrique dans le monde	4
Sécurité maritime	6
Afriques futures	8
Criminalité, justice et prévention de la violence	12
Prévention et répression de l'extrémisme violent	18
Gouvernance, paix et sécurité	24
Communication	30
Ressources humaines et finances	32
Partenaires de développement	33
États financiers	34
Conseil d'administration et Conseil consultatif de l'ISS	36

Comprendre les réponses de l'Afrique dans le contexte géopolitique mondial

Au moment où le continent cherche à étendre son influence, l'ISS analyse les enjeux stratégiques pour l'Afrique

L'Afrique devient un terrain de concurrence et de coopération entre puissances montantes et intérêts établis dans un contexte international complexe.

Les réponses nationales et régionales face aux évolutions géopolitiques et aux menaces liées à l'insécurité alimentaire et au changement climatique seront cruciales pour le développement et la stabilité du continent.

Au cours de l'année écoulée, l'Institut d'études de sécurité (ISS) a examiné la position de l'Afrique dans un monde où les partenaires de développement occidentaux s'organisent pour contrer la Russie et la montée en puissance de la Chine.

Le libre arbitre croissant de l'Afrique présente des opportunités à long terme et des défis à court terme. En mettant l'accent sur le changement climatique, l'ISS a permis de créer des ponts entre la COP26 à Glasgow et la COP27 à Charm-el-Cheikh. Les travaux de l'institut ont éclairé les négociations sur le climat et les réponses à apporter aux défis croisés du climat, de la sécurité et du développement.

L'ISS nourrit la réflexion sur l'architecture des stratégies africaines d'adaptation et d'atténuation des effets du climat, ainsi que sur les compétences et capacités essentielles pour exploiter les ressources minérales propres à alimenter les technologies sobres en carbone.

De l'extrémisme à la crime organisé, des migrations à l'égalité hommes-femmes, les travaux de l'ISS ont une dimension internationale. Au Conseil de sécurité de l'ONU et dans les grandes capitales, l'ISS a apporté son éclairage dans un contexte marqué par le soft power et les forces militaires non régulières russes en Afrique. L'ISS a conseillé pour endiguer le financement du terrorisme et l'expansion des groupes terroristes internationaux en Afrique.

Le libre arbitre croissant de l'Afrique dans le monde se caractérise par des chances à long terme et des défis à court terme

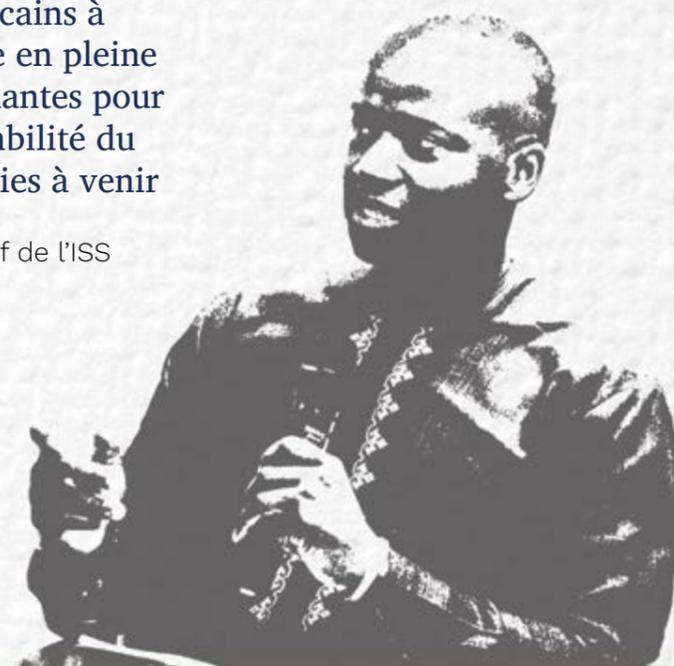
L'équipe de l'ISS Afrique de l'Ouest est une source clé d'analyses sur la sécurité régionale et l'extrémisme violent. Dans la Corne de l'Afrique, les experts examinent les crises de l'Éthiopie au Soudan et le rôle croissant des pays du Golfe en Afrique. En Afrique du Sud, une équipe en expansion mène des recherches innovantes sur la prévention de la violence et le maintien de l'ordre à partir de données probantes, en appui au ministère public.

Fonteh Akum
Directeur exécutif de l'ISS



Les réponses des pays africains à une situation géopolitique en pleine évolution seront déterminantes pour le développement et la stabilité du continent dans les décennies à venir

Fonteh Akum, directeur exécutif de l'ISS



L'Afrique dans le monde

Alors que s'intensifient les rivalités entre grandes puissances mondiales, les recherches de l'ISS apportent un éclairage objectif sur les priorités et les positions adoptées par l'Afrique

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a brusquement attisé les tensions géopolitiques mondiales. Cette évolution n'a fait qu'accroître l'intérêt des puissances concurrentes pour l'Afrique, renforçant plus que jamais l'urgence d'établir une stratégie commune pour soutenir le programme de sécurité humaine du continent. C'est dans ce cadre que l'ISS a commenté et analysé les engagements de l'Afrique au sein des institutions de sécurité mondiale et auprès des principaux partenaires internationaux.

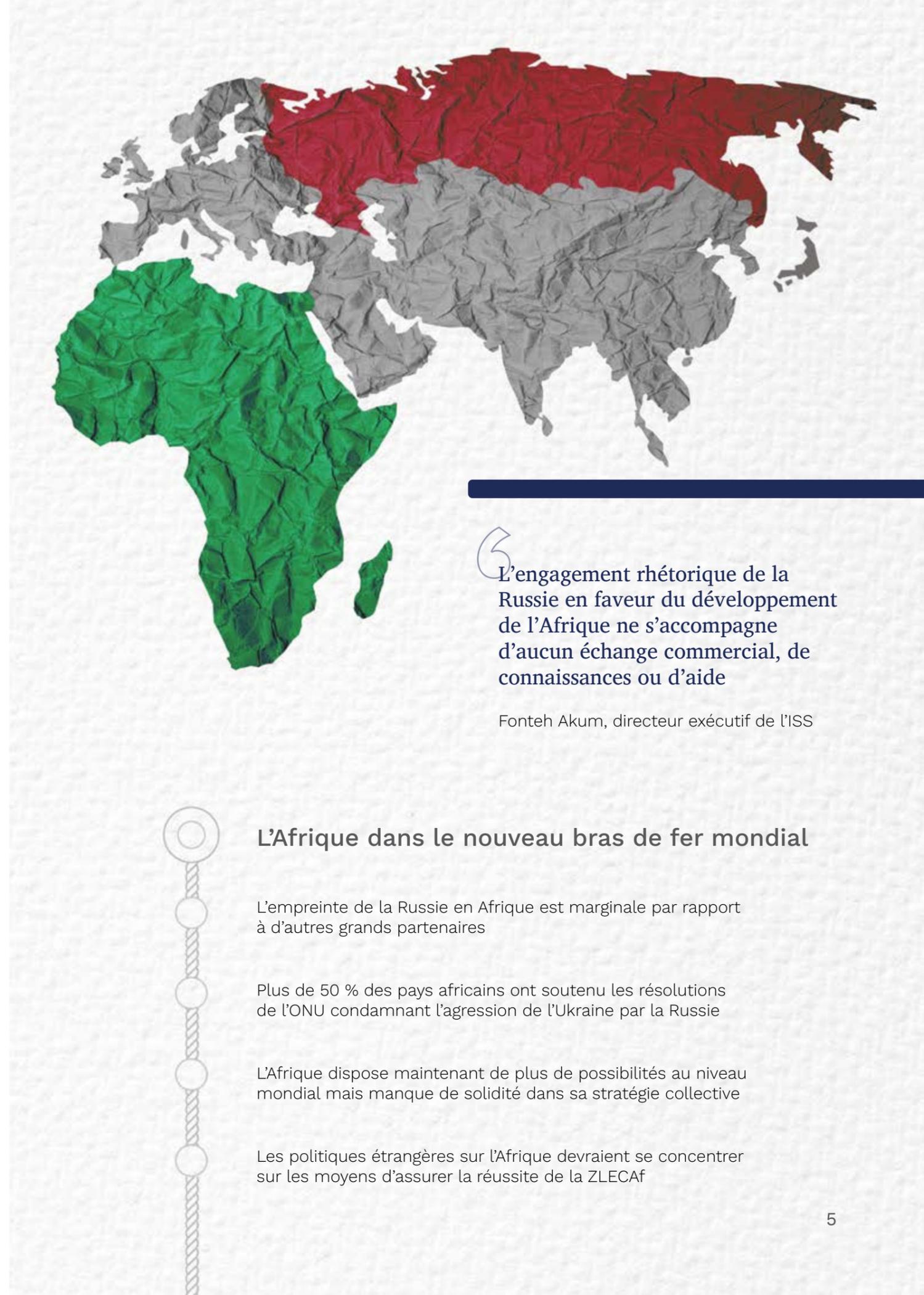
Les recherches de l'ISS sur les relations entre la Russie et l'Afrique ont fourni une base objective aux partenaires mondiaux du continent pour l'élaboration de leur politique étrangère à l'égard des pays africains. Ces éclairages communiqués à différents pays étrangers ont servi de base à la réunion entre l'Allemagne, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud sur les réponses à apporter à un « monde en ébullition ». Le directeur exécutif de l'ISS, Fonteh Akum, a tenu une séance d'information sur l'influence de la Russie en Afrique à l'intention de représentants de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis.

La ministre sud-africaine des Affaires étrangères a salué les recherches menées par l'ISS sur les positions des États africains au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations Unies, et invité l'ISS à intervenir lors du lancement public du nouveau Cadre d'intérêt national du pays. L'ISS a collaboré avec des représentants du ministère des Affaires étrangères pour élaborer une stratégie de financement par le secteur privé afin de soutenir la consolidation de la paix multilatérale. L'ISS a aidé les responsables nationaux de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies à évaluer les possibilités qui s'offrent à eux, en particulier en Afrique.

La recherche sur le rôle des puissances émergentes dans le financement du développement en Afrique a guidé les représentants du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement. L'analyse des relations sino-africaines par l'ISS a permis d'informer les diplomates chinois à Pretoria quant aux aspects pratiques de l'application du plan d'action du Forum sur la coopération sino-africaine.

Un ordre international plus transactionnel et dépourvu de fondement normatif pourrait se révéler bien pire pour l'Afrique que la situation qui prévaut actuellement

Priyal Singh, chercheur principal à l'ISS



L'engagement rhétorique de la Russie en faveur du développement de l'Afrique ne s'accompagne d'aucun échange commercial, de connaissances ou d'aide

Fonteh Akum, directeur exécutif de l'ISS

L'Afrique dans le nouveau bras de fer mondial

L'empreinte de la Russie en Afrique est marginale par rapport à d'autres grands partenaires

Plus de 50 % des pays africains ont soutenu les résolutions de l'ONU condamnant l'agression de l'Ukraine par la Russie

L'Afrique dispose maintenant de plus de possibilités au niveau mondial mais manque de solidité dans sa stratégie collective

Les politiques étrangères sur l'Afrique devraient se concentrer sur les moyens d'assurer la réussite de la ZLECAF

Sécurité maritime

L'ISS est reconnu pour ses conseils en matière maritime qui renforcent le soutien politique et les capacités institutionnelles afin de promouvoir l'économie bleue africaine

Force opérationnelle africaine dans le golfe de Guinée

L'ISS a accompagné le comité technique chargé de la création de la Force opérationnelle maritime conjointe pour le golfe de Guinée. Les experts de l'ISS ont contribué à la rédaction des principaux documents, à savoir la Déclaration de Port Harcourt, les modalités de fonctionnement du comité et le concept d'opérations de la Force. Il s'agit du premier dispositif de répression en mer mis en place par l'Afrique. Le soutien technique de l'ISS s'est révélé payant avec l'adoption à l'unanimité de la Résolution 2634 du Conseil de sécurité des Nations Unies (corédigée par la Norvège) sur les actes de piraterie, les vols à main armée et la criminalité organisée dans le golfe de Guinée. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) a reconnu les progrès réalisés dans la région en matière de sécurité maritime.

Lever les obstacles liés au genre

L'ISS a répondu à la demande croissante de soutien technique et de conseil politique sur les questions de genre. Les recherches de l'ISS ont éclairé le renforcement des capacités des cadres de la Commission de l'UA, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de la Commission de l'océan Indien et du secteur privé sur la suppression des obstacles à la participation des femmes dans le secteur maritime. Les personnes participantes ont prévu d'utiliser ces nouveaux éclairages pour élaborer des politiques maritimes sensibles au genre.



Guider les dirigeants du monde entier sur la jeunesse et l'économie marine

L'ISS comptait parmi les quelques membres africains des délégations de jeunes qui ont participé à deux conférences mondiales majeures sur les océans en 2022, le sommet Our Ocean à Palau et le sommet One Young World au Royaume-Uni. L'ISS y a promu l'initiative africaine de Grande muraille bleue, qui vise à préserver les aires marines, à lutter contre le changement climatique et à favoriser un développement durable. Cette initiative entend protéger les moyens de subsistance de plus de 70 millions de personnes dans la partie occidentale de l'océan Indien et soutenir la création de millions d'emplois pour la jeunesse africaine, une population en constante augmentation.

L'appel de l'ISS en faveur d'une coopération internationale visant à protéger les environnements maritimes africains et à améliorer le rôle des jeunes dans l'économie bleue a été largement salué, notamment par des leaders tels que James Michel, ancien président des Seychelles, qui s'est fait le héraut de la cause de la Grande muraille bleue.



La Grande muraille bleue montre l'influence et la capacité d'innovation de l'Afrique en matière de protection des océans

David Willima, chargé de recherche à l'ISS

“

Les éclairages de l'ISS sont cruciaux au moment où l'on intègre plus de jeunes dans l'économie bleue. Les compétences techniques de l'équipe dévouée de l'ISS, combinées à une forme de sagesse politique et à ses connexions panafricaines, en font un très bon partenaire pour l'UA

Dr Rhuks Ako, analyste principal à la Commission de l'UA et organisateur du programme Jeunesse pour la paix

Afriques futures

En s'appuyant sur ses données et son expertise, l'ISS a modélisé l'impact des tensions mondiales et de la concurrence Est-Ouest sur les perspectives de développement de l'Afrique

Une nouvelle plateforme de données pour orienter les politiques et la planification

Le nouveau site web d'*African Futures* permet d'obtenir des projections intégrées pour les 54 pays du continent, avec ses cinq grandes régions et ses huit communautés économiques régionales. Ces ressources uniques proposent plus de 4000 graphiques, des analyses et des éclairages politiques aux décideurs soucieux de la croissance et du développement de l'Afrique.

Le lancement du site web, coorganisé par l'ISS et le journal *Daily Maverick*, a été soutenu par des orateurs tels que le président sud-africain Cyril Ramaphosa et la directrice générale de l'AUDA-NEPAD, l'Agence de développement de l'Union africaine, Nardos Bekele-Thomas. Les projections des 16 thèmes sont conformes au calendrier prévu par l'Agenda 2063 de l'UA et ont permis d'établir un partenariat avec l'AUDA-NEPAD.

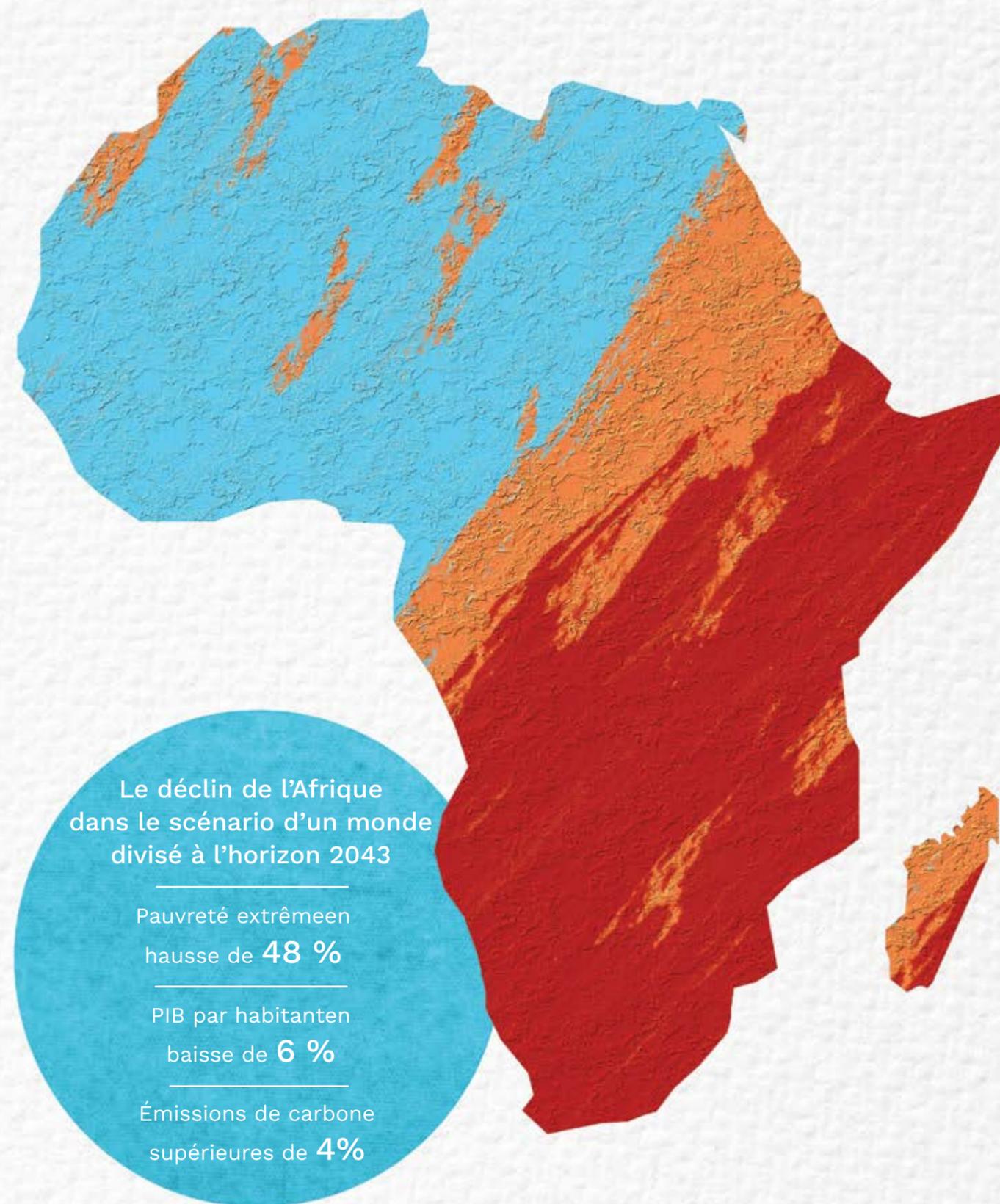
Pour se développer et réduire la pauvreté, l'Afrique a besoin de la Chine, des États-Unis et de l'UA. Elle ne peut pas se permettre d'en privilégier un par rapport aux autres

Jakkie Cilliers, responsable du programme Afriques futures et innovation de l'ISS

La trajectoire mondiale de la Chine, de l'Occident et de l'Afrique

Alors que le monde tâtonne en terre inconnue, sur fond d'invasion de l'Ukraine par la Russie et de tensions croissantes entre l'Est et l'Ouest, les évolutions prévues pour la prochaine décennie pourraient avoir davantage de répercussions que la chute du Mur de Berlin en 1989.

L'ISS a analysé la trajectoire de l'Afrique dans quatre scénarios mondiaux en se concentrant sur un climat mondial agité. Les spécialistes ont tenu compte des effets sur l'Afrique et de ses relations avec l'Est et l'Ouest. L'impact sur les relations intra-africaines a également été modélisé. Pour affiner le rapport, lancé à Addis Abeba, des ateliers ont été organisés afin de consulter plus de 600 expert-es d'Afrique et du monde entier.



“

Une source remarquable de données et d'analyses, et un excellent guide pour libérer le potentiel à venir de l'Afrique

Rita Abrahamsen, directrice du Centre for International Policy Studies, Université d'Ottawa

Les voies de la prospérité en Afrique

Un nouvel ouvrage examine les répercussions de perturbations mondiales telles que la Covid-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur le développement de l'Afrique. Ce livre intitulé *Africa Tomorrow: Pathways to Prosperity* a été largement diffusé. Il est disponible gratuitement en ligne sur le site d'*Afriques futures*.

Les voies de développement économique de plusieurs pays ont été étudiées et débattues avec des représentants de l'État, des analystes, des représentants d'ambassade et le grand public. Des projections par pays et différentes options stratégiques ont été élaborées pour le Burundi, l'Égypte, le Kenya, le Malawi, le Nigeria, l'Ouganda et le Rwanda.

↳

Nous constatons systématiquement un manque d'information et de connaissances sur les marchés africains lorsque nous travaillons avec le secteur privé, et des outils comme celui-ci vont se révéler extrêmement utiles à l'avenir

Eivind Fjeldstad, directeur de l'Association d'affaires Afrique-Norvège



Criminalité, justice et prévention de la violence

La police et la société civile font confiance à l'ISS pour faciliter les échanges et développer des stratégies qui feront progresser la sûreté et la justice

Une culture policière intelligente

L'ISS travaille avec la police en Afrique du Sud pour s'attaquer à la criminalité grâce au maintien de l'ordre fondé sur des données probantes (*evidence-based policing*, EBP). Cette approche permet à la police et aux équipes de recherche de générer, passer en revue et appliquer les meilleures données disponibles afin de réévaluer et d'orienter les politiques et les décisions de la police. L'intégration de projets d'EPB au sein de la division nationale de recherche des services de police sud-africains (SAPS) et de leur bureau provincial du Cap-Occidental montre le rôle de partenaire de confiance que joue l'ISS pour faire de l'Afrique du Sud un pays sûr.

Au Cap-Occidental, l'une des provinces du pays les plus marquées par la violence, l'ISS travaille avec la police sur le terrain et avec les communautés afin de renforcer la confiance dans la police. L'EBP est maintenant au cœur du Plan de sécurité du Cap-Occidental et a été approuvé par les ministres du gouvernement de la province ainsi que par des responsables de la ville du Cap. L'EBP a également été présenté aux chefs de la police du Cap-Occidental, à l'unité antigang et dans les commissariats de police situés dans les zones à fort taux de criminalité.

“

Nous disposons maintenant d'outils qui ont fait leurs preuves à l'international et de l'expertise de l'équipe de l'ISS, ce qui nous permet d'évaluer quelle stratégie a le meilleur effet, ainsi que d'ajuster et d'améliorer nos réponses à la criminalité

Lieutenant-général (Adv) Thembisile Patekile, commissaire de police du Cap-Occidental

La police sud-africaine ne manque pas de ressources. Son problème est d'utiliser ce qu'elle a de la meilleure manière possible pour rendre le pays sûr

Andrew Faull, chercheur principal à l'ISS

Les SAPS disposent de **187 000 agents** et d'un budget opérationnel de **274 millions** de rands par jour

Mais en 2022, environ **520 meurtres** ont été commis chaque semaine en Afrique du Sud

85 % des affaires de meurtres ne sont pas élucidées

Le taux de meurtres a bondi de **51,5 %** ces dix dernières années





Faire avancer la prévention de la violence sexiste

En reconnaissance du rôle joué par le Forum de prévention de la violence pour faire avancer ces priorités en Afrique du Sud, l'ISS (en tant qu'organisateur du forum) a été invité par la Présidence pour organiser et animer une « clinique » sur la prévention à l'occasion du Sommet présidentiel sur la violence sexiste et les féminicides. Cette clinique a débouché sur trois résolutions puissantes visant à allouer des ressources à la prévention, inciter à l'action par une campagne nationale de communication positive et évaluer les besoins locaux en matière de prévention de la violence dans tout le pays.

Former les leaders à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix

En Afrique du Sud, des responsables de l'État, d'ONG, d'instituts de recherche et d'agences onusiennes ont été formés à l'organisation et à l'animation d'un dialogue visant à résoudre les conflits. Les participant·es ont déclaré avoir utilisé les compétences acquises en cours magistral et en séances de mentorat personnel pour répondre aux conflits communautaires et à la xénophobie, et ainsi améliorer les relations entre la police et la population. Cette formation a renforcé leurs compétences en leadership et leurs capacités à gérer les conflits dans leur vie personnelle et au travail.



Lutter contre la criminalité organisée : de la stratégie à l'action au sein de la SADC

L'ISS a aidé la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à élaborer une stratégie régionale de lutte contre la criminalité organisée, dont la mise en œuvre a débuté en 2022. Le Secrétariat de la SADC a demandé à l'ISS son soutien technique pour créer un modèle de rapport afin de suivre les progrès réalisés. L'ISS a également formé des agents de police et des points focaux nationaux à la mise en œuvre de la stratégie et de son plan d'action. Les participant·es ont travaillé sur les modalités, les calendriers et les exigences techniques de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la criminalité organisée.

La nouvelle unité de Mifugo s'attaque au vol de bétail

L'ISS continue de soutenir des travaux novateurs sur le vol de bétail en Afrique de l'Est, notamment l'adoption par la région du Protocole de Mifugo en 2021. En 2022, l'ISS a aidé à mettre en œuvre ses dispositions clés, telles que la création de l'Unité de mise en œuvre du Protocole de Mifugo. L'ISS a aidé à recruter le personnel dirigeant de l'unité et la nouvelle équipe promeut déjà la coopération régionale et l'action nationale entre les pays signataires. L'ISS s'est également assuré que le vol de bétail soit intégré à l'exercice policier annuel Usalama, organisé par l'Organisation de coopération des chefs de police d'Afrique orientale, ce qui devrait permettre d'améliorer la planification régionale et les opérations conjointes.

Les compétences pour endiguer la criminalité organisée

L'ISS s'est associé à l'Organisation régionale de coopération des chefs de police d'Afrique australe, à l'Organisation de coopération des chefs de police d'Afrique orientale et au projet I-EAC d'Interpol afin de former 150 agents de police, des renseignements, des douanes et de l'immigration sur une série de sujets, notamment les liens entre terrorisme et criminalité organisée, la traite des êtres humains, les explosifs et la gestion des frontières.



Vivre sur le fil : les femmes et la criminalité organisée en Afrique de l'Est



± 10 % des personnes arrêtées pour des affaires de criminalité organisée sont des femmes



La criminalité organisée est souvent leur seul moyen de subsistance possible



La plupart des femmes condamnées pour criminalité organisée sont des mères célibataires au chômage



La police cible souvent les personnes pauvres et vulnérables, notamment les femmes

Aucune recherche, aucune analyse sur la criminalité organisée ne peut se permettre de faire l'impasse sur la question du genre

Romi Sigsworth, consultante chercheuse à l'ISS

Prévention et répression de l'extrémisme violent

L'Afrique s'enfonce dans la lutte contre l'extrémisme violent, signe d'une gouvernance fragile et de l'inadéquation des réponses apportées au niveau international et local

Séances d'information du Conseil de sécurité sur le financement de l'État islamique et du terrorisme

Martin Ewi, chercheur principal à l'ISS, a tenu une séance d'information auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies, dont il a attiré l'attention sur le fait que l'Afrique pourrait devenir une base du califat de l'État islamique (EI). L'EI a créé des couloirs d'instabilité partout sur le continent, en exploitant la pauvreté des communautés pour recruter dans ses rangs, tout en se procurant des biens matériels grâce à ses liens avec des bandits, des preneurs d'otages et des groupes de criminalité organisée.

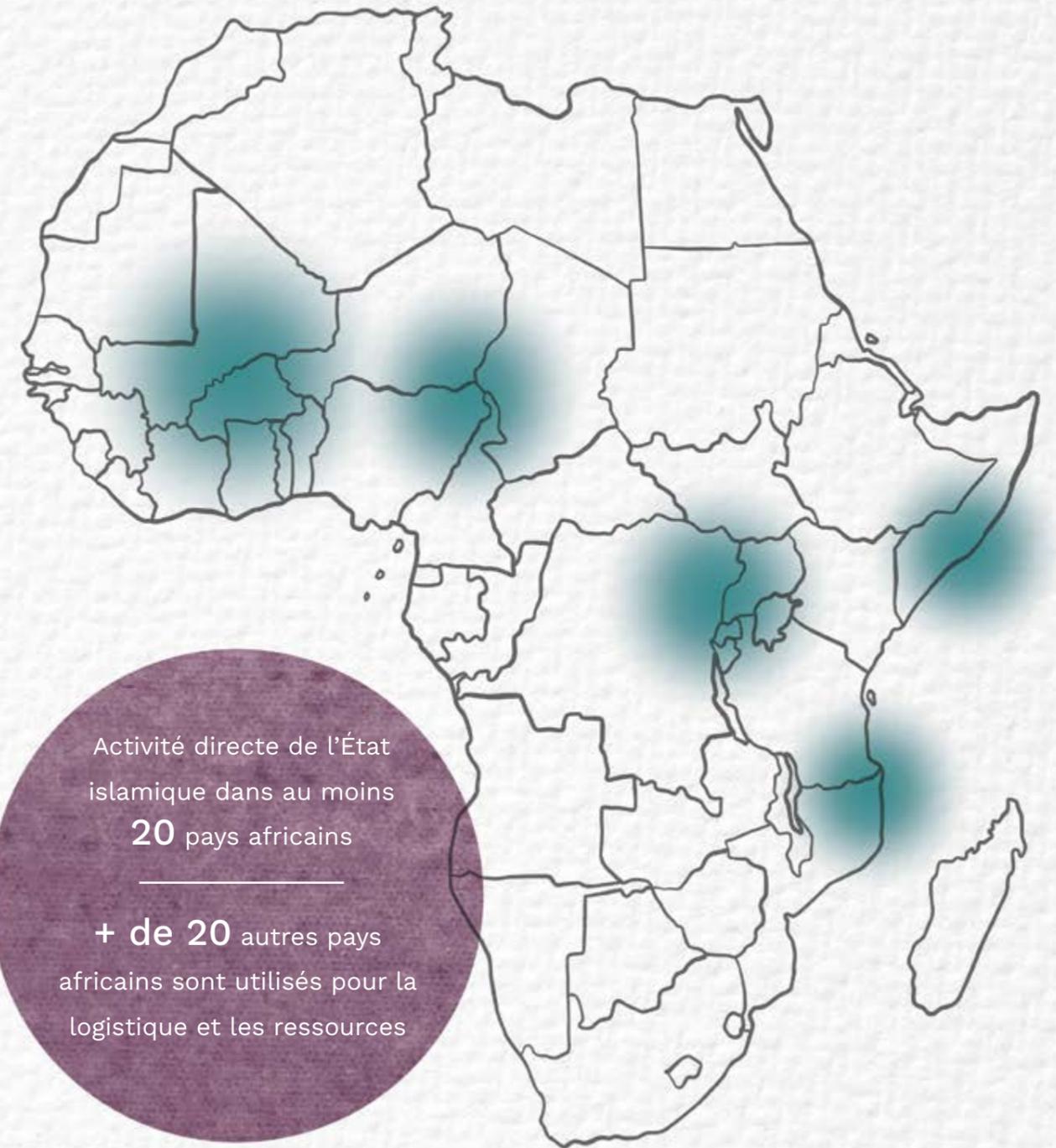
Ewi a noté qu'après la mise en déroute de l'EI en Syrie et en Irak par une coalition internationale, le groupe avait jeté son dévolu sur l'Afrique. Or, aucune alliance mondiale n'a été mise sur pied pour combattre l'EI sur le sol africain. L'ISS a appelé le Conseil de sécurité à

collaborer étroitement avec l'Union africaine afin de s'assurer de la bonne exécution des résolutions du Conseil de sécurité. Il faut une stratégie continentale pour vaincre l'EI, qui passe notamment par une plus grande présence du Conseil de sécurité des Nations Unies en Afrique.

Paul-Simon Handy, directeur de l'ISS pour l'Afrique de l'Est et représentant auprès de l'Union africaine, a tenu une séance d'information à l'intention du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la lutte contre le financement du terrorisme. Handy a noté que si les gouvernements disposaient de nombreux outils, ils ne les utilisaient pas de manière efficace. L'ISS a recommandé de mettre à jour les régimes de sanctions, notamment en y ajoutant des interdictions de voyager et des gels d'avoirs et en ciblant les réseaux et les individus capables de s'adapter pour éviter les restrictions.

Dans certaines entités étatiques africaines, les réseaux criminels sont en concurrence avec les groupes extrémistes violents qu'ils sont censés intercepter

Paul-Simon Handy, directeur pour l'Afrique de l'Est et représentant auprès de l'Union africaine, ISS





Une action rapide face à la propagation du terrorisme en Afrique de l'Ouest

L'ISS a fourni des données factuelles issues de ses recherches et des conseils sur les moyens de prévenir la propagation de l'extrémisme violent du Sahel vers les États côtiers que sont le Ghana, le Bénin, le Togo et la Côte d'Ivoire. L'ISS a expliqué les liens entre le terrorisme et l'orpaillage artisanal illicite, le vol de bétail, la contrebande et le banditisme. Les éclairages fournis ont montré comment des membres de la population locale ont été recrutés au sein de groupes extrémistes violents. Les analystes ont souligné la nécessité d'appliquer les enseignements tirés des situations au Sahel et dans le bassin du lac Tchad. Des séances d'information ont été organisées auprès d'une série de gouvernements, d'organisations régionales, de bailleurs et de diplomates, notamment :

- > le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique du Bénin
- > la Commission nationale des frontières, des parlementaires, des agents des forces de sécurité, des autorités traditionnelles, des acteurs de la société civile, des chercheurs et des universitaires de Côte d'Ivoire
- > le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
- > le groupe de travail du Forum mondial de lutte contre le terrorisme pour la région Afrique de l'Ouest
- > le Département des Affaires étrangères d'Irlande

“

Heureusement, nous avons découvert l'ISS dès le début du lancement du CIPLEV. Nous n'avions pas une bonne lecture du phénomène, or cela nous aurait conduits à répéter les erreurs que nous avons observées au Sahel, telles que la stigmatisation

Président du Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent du Togo (CIPLEV)



Le Togo adopte une approche fondée sur des faits probants

L'ISS a contribué aux efforts du Togo pour prévenir et combattre l'extrémisme violent. Après une séance d'information auprès du Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV), l'ISS a passé en revue la Stratégie nationale 2022-2026 de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Ce soutien technique a permis d'améliorer les connaissances des membres du Comité et d'autres parties prenantes, ainsi que de renforcer la stratégie antiterroriste du pays.

Informers les hauts responsables au Nigeria

L'ISS a été invité par le Cabinet du vice-président du Nigeria à analyser les tendances nationales en matière d'extrémisme violent et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Le directeur général du Centre national pour la coordination du mécanisme d'alerte et de réponse rapides, une unité dirigée par le Cabinet du vice-président, a déclaré que les éclairages de l'ISS étaient « très précieux pour la formulation des politiques... et avaient aidé la prise de décision éclairée au plus haut niveau. »



Le coût humain de la guerre avec Boko Haram est incommensurable. Adopter une approche centrée sur les victimes aide à en gérer les effets dévastateurs

Maram Mahdi, chercheuse à l'ISS

Priorité à la justice transitionnelle dans le bassin du lac Tchad

Les éclairages issus des recherches et des ateliers de l'ISS au Niger et au Cameroun ont incité la Commission du bassin du lac Tchad à élaborer une politique de justice transitionnelle afin d'aider à stabiliser cette région en proie à des troubles. Dans les quatre pays du bassin du lac Tchad (Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad), les communautés sont tiraillées entre justice réparatrice et justice rétributive en réponse au terrorisme. Il faut parvenir à un équilibre entre ces deux visions, tout particulièrement autour de la réintégration des anciens combattants. Pour l'ISS, bien qu'il soit crucial d'adopter une approche régionale, il est également nécessaire de mettre sur pied des modèles spécifiques à chaque pays.

Orpillage et extrémisme violent au Sénégal

Les liens entre orpillage et extrémisme violent au Sénégal suscitent de plus en plus d'intérêt. C'est dans ce contexte que l'ISS travaille avec divers acteurs pour développer des interventions efficaces. L'ISS a organisé une séance d'information à l'intention de la Banque mondiale sur l'exploitation aurifère par les extrémistes violents dans les régions de Kédougou et de Tambacounda et sur le soutien à apporter au Sénégal pour faire face aux vulnérabilités liées à l'orpillage.

Le rapport publié par l'ISS et le Centre sénégalais des hautes études de défense et de sécurité en 2021 constitue une ressource politique majeure. En novembre 2022, un parlementaire l'a cité à l'occasion d'un débat à l'Assemblée nationale sur le vote du budget du ministre de l'Intérieur. En s'appuyant sur le rapport, le parlementaire a souligné la nécessité de renforcer la sécurité dans les régions de Kaolack, Kaffrine et Kédougou.

Genre et lutte contre le terrorisme

Les travaux de recherche de l'ISS sur le genre et l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest continuent d'éclairer la stratégie antiterroriste et la réforme du secteur de la sécurité. L'ISS a organisé une séance d'information à l'intention des groupes de travail du Forum mondial de lutte contre le terrorisme pour les régions Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest qui traitait de l'implication des femmes dans le terrorisme en tant qu'auteures, facilitatrices et complices. Les dimensions liées au genre dans la réforme du secteur de la sécurité ont fait l'objet de discussions avec des représentants du gouvernement du Niger durant l'atelier de formation de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, organisé par l'African Security Sector Network. L'ISS a également formé des journalistes du Bénin, du Burkina Faso et du Togo à la question de la dimension genre dans l'extrémisme violent.

“

Nous devons agir de toute urgence pour inverser ces tendances [en matière de genre et de terrorisme] qui pourraient saboter les efforts du pays visant à lutter contre l'extrémisme violent au Sahel

Parlementaire, Commission sécurité et défense au Niger

Gouvernance, paix et sécurité

L'ISS s'associe à l'UA et aux gouvernements pour mettre en place des alertes rapides, des opérations de sécurité efficaces et une construction de la paix à long terme

Focus régional : l'Afrique de l'Ouest

L'ISS a commenté avec nuance les développements politiques au Sahel en interrogeant le discours sur la contagion des coups d'État en Afrique. Depuis 2020, l'Afrique l'Ouest a vu l'éviction de deux gouvernements au Mali, un en Guinée et un au Burkina Faso. Des coups d'État ont aussi eu lieu au Tchad et au Soudan, tandis que des tentatives ont été observées en République centrafricaine et en Guinée-Bissau.

L'ISS a noté que certaines réponses régionales aux coups d'État manquaient de pragmatisme en se concentrant sur un retour immédiat à la démocratie et un calendrier électoral strict, plutôt que sur les réformes politiques tant attendues. Les sanctions, comme au Mali, ont mis à mal l'économie du pays ainsi que celle du Sénégal voisin, et incité la population à soutenir les auteurs du coup d'État. L'ISS a relevé que les coups d'État au Mali, en Guinée et au Burkina Faso avaient des motivations très différentes et que les réponses apportées devaient tenir compte des facteurs spécifiques à chaque pays.



93 interviews accordées par l'ISS sur les coups d'État et comment y mettre un terme

Focus régional : l'Afrique australe

L'ISS a fourni des éclairages et des conseils politiques aux décideurs africains et internationaux ainsi qu'aux médias sur la question de l'insurrection dans le nord du Mozambique. Au Malawi, en Afrique du Sud et au Mozambique, des diplomates ont cité l'analyse de l'ISS pour nourrir la réflexion de leurs gouvernements, notamment quant au financement éventuel d'interventions militaires par l'Union européenne. Les chefs de mission au Malawi se sont appuyés sur les travaux de l'ISS pour anticiper l'arrivée de réfugiés dans le pays depuis le nord du Mozambique. L'ISS a également souligné le besoin urgent pour le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA de trouver une réponse rapide à cette crise.

Sur la base de données du terrain, l'ISS a analysé les tendances électorales de l'Angola en 2022. Différents scénarios électoraux ont été évoqués lors de séances d'information et d'un séminaire public. L'ISS était l'une des rares organisations indépendantes à couvrir ce scrutin ; il a accordé plus d'une vingtaine d'interviews à la presse locale et internationale.

Focus régional : l'Afrique de l'Est

L'ISS et l'Institut d'études éthiopiennes ont organisé une conférence nationale sur les scénarios possibles pour un dialogue en Éthiopie. Parmi les 160 personnes participantes figuraient les chefs de la Commission éthiopienne des droits de l'homme et du Conseil mixte éthiopien des partis politiques, des parlementaires, des ministres du gouvernement, des responsables du secteur privé, des médias, des diplomates, des chefs religieux et des laboratoires d'idées. Cet événement a été largement couvert par la presse locale et a attiré l'attention sur les conclusions de plusieurs projets de recherche de l'ISS autour de la gouvernance, la paix et la sécurité en Éthiopie.

Les travaux de l'ISS sur la participation politique des femmes, la consolidation de la démocratie et la justice transitionnelle en Éthiopie ont éclairé le renforcement des capacités et le soutien technique au secteur privé et au gouvernement. L'ISS a également passé en revue des projets de politiques gouvernementales sur la consolidation de la paix, l'alerte précoce et la réponse rapide en cas de conflit, la transformation des conflits, ainsi que le Livre blanc sur le renforcement de la nation et de l'État.



Votre examen de ces projets de politiques prouve ce que nous savions déjà à propos de l'ISS : vous avez l'expertise et la volonté, et vous avez amélioré ce document et établi un standard

Binalf Andualem, ministre de la Paix de l'Éthiopie



La Déclaration de Kampala et le Protocole de l'IGAD sur la liberté de circulation ont établi de nouveaux précédents qui devraient inciter d'autres organes régionaux à faire de même

Aimée-Noël Mbiyozo, consultante chercheuse principale à l'ISS

Migration, changement climatique et sécurité humaine

L'ISS a analysé les risques en matière de changement climatique et leurs liens avec les migrations et les mobilités africaines. Sur la base de ces travaux sur les migrations en tant que stratégie de résilience pour les populations touchées par des sécheresses et inondations extrêmes, l'ISS a permis une meilleure compréhension des risques de sécurité liés au climat.

En tant que partenaire de *Weathering Risk*, l'ISS a contribué à une déclaration sur le changement climatique et la sécurité en réponse au rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. L'ISS a pris part à des réunions de haut niveau telles que la Conférence de Berlin sur la sécurité climatique, le Symposium humanitaire de l'UA à Malabo et le Forum panafricain sur la migration à Kigali.

Soutien à l'Union africaine

Renouvellement du partenariat UA-ISS

Le protocole d'accord entre l'ISS et la Commission de l'UA a été renouvelé pour une durée de six ans. L'ISS a été invité à coprésider le Comité de pilotage du Réseau des laboratoires d'idées pour l'Initiative de paix du département des Affaires politiques, de la paix et de la sécurité de l'UA (PAPS).

Faire taire les armes

L'ISS a aidé l'UA à élaborer un plan de mise en œuvre pour « faire taire les armes ». Cette initiative faisait suite au soutien apporté en 2021 par l'ISS au développement d'un cadre de suivi et d'évaluation, qui a été adopté lors du sommet de l'UA de février 2022.

Élargir les sanctions de l'UA

L'ISS a plaidé en faveur d'une utilisation plus large des sanctions de l'UA pour contrer les changements anticonstitutionnels de gouvernement et les coups d'État. L'ISS appelle à réactiver le sous-comité du CPS sur les sanctions, qui était en dormance, et a contribué à une décision à cet effet lors du sommet de l'UA à Malabo. Plusieurs recommandations de l'ISS venues nourrir la discussion ouverte du CPS sur les sanctions ont ensuite été intégrées au communiqué à l'issue de la réunion. L'ISS et l'UA ont développé un projet de cadre de sanctions ainsi que des termes de référence destinés au Comité des sanctions, et renforcé les capacités du Comité d'experts du CPS.

Alliances entre l'UA et la société civile

Malgré l'importance de forger de solides partenariats entre les organisations de la société civile (OSC) et l'UA pour assurer la paix en Afrique, l'accès de la société civile à l'UA est en déclin. Les travaux de l'ISS ont permis d'éclairer les interactions entre les OSC et le PAPS. L'ISS a organisé conjointement avec le Secrétariat du CPS, le Conseil économique, social et culturel de l'UA et Crisis Action la toute première consultation entre le CPS et des OSC. L'ISS a également tenu une séance d'information destinée au CPS sur le renforcement de la collaboration avec la société civile.

L'ISS a participé au forum des citoyens sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement en marge du sommet de l'UA à Lusaka, ainsi qu'à un forum des OSC sur le Protocole sur la libre circulation à Maputo. L'ISS a aidé à améliorer l'accès de la société civile aux espaces politiques de l'UA et a renforcé les capacités des OSC en matière de gouvernance et de sécurité.

Expertise en matière de paix et de sécurité

Ce sont les gouvernements africains qui détiennent la clé pour améliorer la politique et l'action de l'UA. Par des séances d'information et des ateliers, l'ISS propose aux experts techniques des États membres des informations pour pouvoir appuyer leurs chefs de mission et mener à bien leur travail plus efficacement. La retraite de l'ISS pour les experts techniques a réuni à Zanzibar les représentants de 38 pays. L'ISS a également soutenu divers présidents du CPS dans leur mandat d'un mois.



Gestion efficace des connaissances

L'ISS et *Training for Peace* (ISS/TfP) se sont associés à l'UA pour développer un répertoire numérique pour le PAPS qui permettra au département de gérer ses ressources de connaissances, de renforcer sa mémoire institutionnelle et de soutenir le Secrétariat du CPS en amont des réunions du Conseil. Tous les documents issus du CPS ont été numérisés et rendus accessibles à l'UA et au public.

Migration et déplacement

L'ISS a élaboré le programme de la session introductive du Forum panafricain sur la migration, qui s'est tenu à Kigali et auquel ont participé des ministres de l'Environnement, des Migrations et des Affaires étrangères, ainsi que des experts d'organisations internationales, des OSC, des chercheurs et le secteur privé. À l'issue du Symposium humanitaire de l'UA à Malabo, l'ISS et d'autres partenaires de l'UA ont développé des activités pour le travail humanitaire de l'UA en 2023, en se concentrant sur les populations déplacées. L'ISS a proposé des solutions pour mettre en œuvre le plan d'action de l'UA sur dix ans.

Une approche renouvelée de la consolidation de la paix

L'ISS/TfP a travaillé avec le PAPS pour passer en revue la politique de l'UA sur la reconstruction et le développement à l'issue d'un conflit. L'ISS/TfP a préparé un document de préexamen et aidé à organiser un atelier d'évaluation à Accra. Le projet actualisé reflète les enjeux actuels et comprend deux piliers sur la sécurité environnementale et les jeunes, comme proposé dans le document de préexamen.



Action des jeunes pour la paix et la sécurité

L'ISS/TfP s'est associé au programme « Jeunesse pour la paix » de l'UA afin d'activer les plans d'action nationaux pour la jeunesse. L'ISS/TfP a aidé le Secrétariat de l'Architecture africaine de gouvernance et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe à mettre en œuvre le Défi innovation jeunesse. Un dialogue a été organisé pour éclairer la Déclaration de Bujumbura de l'UA sur la jeunesse, la paix et la sécurité. L'ISS/TfP a formé cinq jeunes ambassadeurs de l'UA pour la paix, en les dotant de compétences pour promouvoir l'inclusion des jeunes dans les processus de paix au sein de leurs régions.

Communauté de pratique sur les missions de paix

L'ISS/TfP et la Division des opérations de soutien à la paix de l'UA ont formé le personnel des missions de paix africaines. Deux formations préalables au déploiement ont été organisées pour la Force africaine en attente, à l'intention des unités de police d'Afrique australe et d'Afrique du Nord. Ces séances ont permis aux formateurs de tenir les cours dans leur région et de renforcer le réseau des formateurs dans toute l'Afrique. Les formations ont aidé à créer une communauté de pratique pour les opérations de paix et les déploiements.

Égalité des genres dans les missions de paix

Les formations de l'ISS/TfP ont contribué à la mise en œuvre de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » en apportant les compétences nécessaires à la gestion des questions de genre dans les opérations de paix. Grâce au programme de formation de l'UA sur l'intégration systématique du genre, deux formations de formateurs ont été organisées à l'intention de la police d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

Les missions de paix ont besoin d'agents de police

L'ISS/TfP et le Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni ont organisé un atelier de sensibilisation sur le rôle de la police dans les missions de paix de l'UA et des Nations Unies. L'ISS/TfP a tenu une séance d'information destinée aux chefs de police du Burundi, du Kenya, de la Namibie, du Nigeria, de la Sierra Leone et de la Zambie sur cette question. L'ISS/TfP s'est associé à la Commission de l'UA et aux États membres pour renforcer les capacités de gestion des forces de police dans les opérations de paix. Dix ateliers ont été organisés pour consolider le processus de vivier de l'UA pour la police. L'ISS/TfP a aidé à rédiger les offres d'emploi et à sélectionner des policiers pour l'équipe de direction de la Mission de transition de l'UA en Somalie.

Communication

Les conclusions des recherches et les conseils politiques de l'ISS sont largement diffusés grâce à des supports éditoriaux et des outils visuels convaincants

L'audience de l'ISS en ligne reste en croissance constante, malgré quelques signes d'essoufflement par rapport aux chiffres records de vues constatés durant la pandémie de Covid-19. La même tendance se dégage concernant la participation aux événements organisés en ligne. Les enregistrements des séminaires Facebook Live, une fois postés sur les réseaux sociaux, permettent de toucher durablement des audiences dans toute l'Afrique et dans le monde.

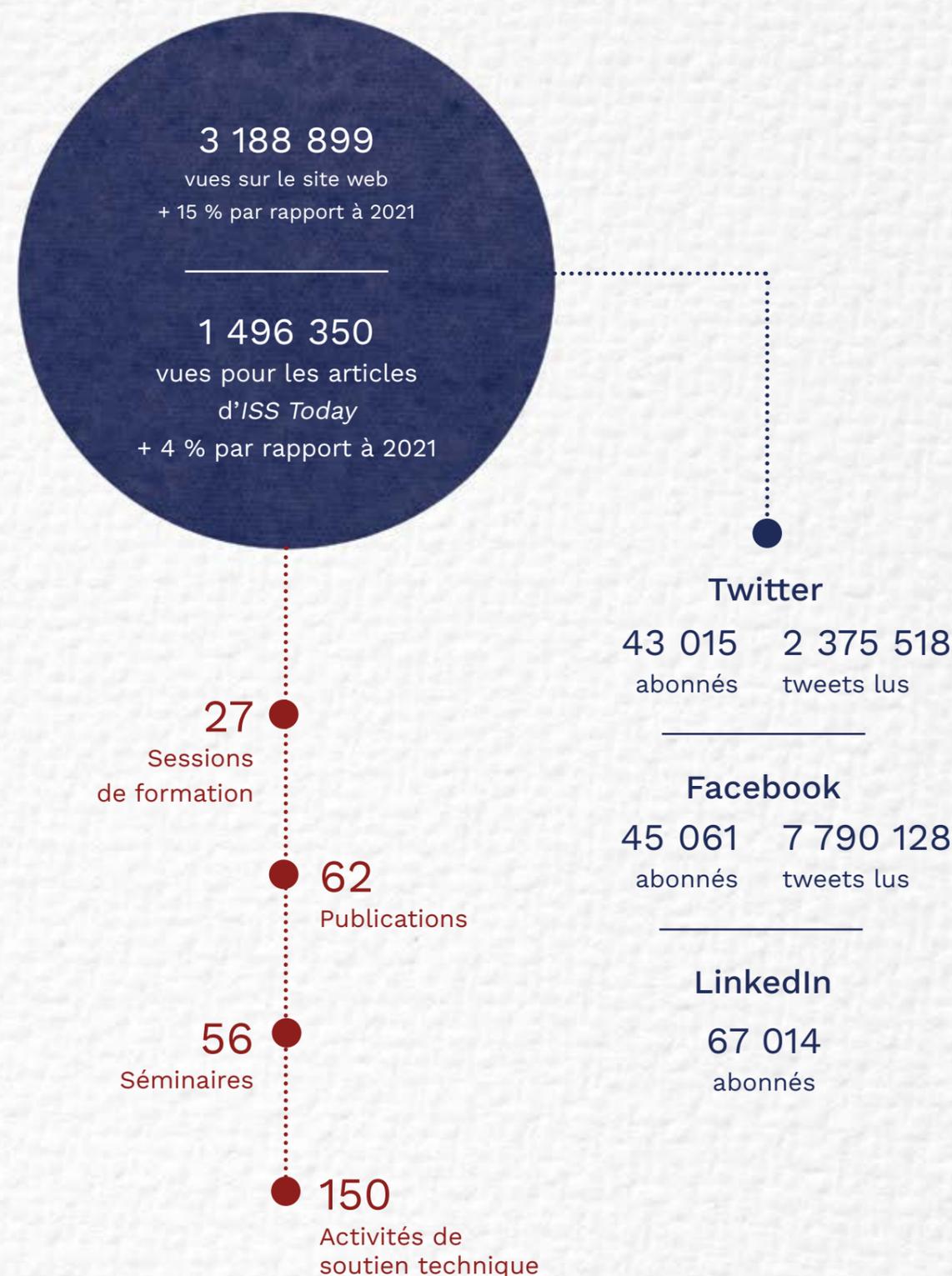
ISS Today demeure le contenu le plus visité sur le site web et représente environ la moitié de toutes les pages consultées. Ce quotidien en ligne est l'un des principaux moyens de diffusion des conclusions d'études et des conseils politiques. Il nous aide à établir un lien direct entre le personnel et les parties prenantes, qui prennent régulièrement contact avec l'ISS après la lecture de ces articles.

Les réseaux sociaux restent des supports cruciaux pour susciter l'intérêt pour les événements en ligne, les travaux de recherche, les éclairages et les recommandations politiques de l'ISS. Le nombre d'abonnés continue d'augmenter sur toutes les plateformes et l'ISS investit dans une communication efficace et dans l'expansion de sa présence en ligne.

En 2022, les analystes de l'ISS ont été cités et repris très largement dans les médias du monde entier. Le nombre total de mentions dans les médias ci-dessous exclut la republication régulière des articles d'*ISS Today* par les journaux sud-africain *Daily Maverick* et nigérian *Premium Times*.



+ de 7 845 mentions dans les médias dans **28 langues** et **117 pays** dont **42 pays africains**



Ressources humaines et finances

Opérations et ressources humaines

À l'issue des deux années perturbées par la Covid-19, 2022 a offert la possibilité de se concentrer sur les priorités stratégiques. Les enseignements tirés de la pandémie ont rendu le travail de l'ISS plus intelligent et plus efficace. Après la tenue de consultations du personnel, une nouvelle politique de travail à distance a été adoptée. Cette approche flexible devrait permettre d'attirer et de retenir les membres du personnel.

Le personnel bénéficie d'un soutien en matière de santé mentale et de bien-être, et des méthodes innovantes sont à l'étude pour améliorer les conditions de travail et récompenser les hautes performances. L'évolution du personnel et la reconnaissance sont des priorités, à l'instar de l'accompagnement des jeunes chercheurs et chercheuses pour en faire des spécialistes de leur domaine. Outre la formation et le développement axés sur les besoins

individuels, une formation en communication a été offerte à 48 membres du personnel dans tous nos bureaux.

Un département des finances performant et efficace

L'audit externe de 2022 a été validé en mai avec un avis favorable et sans réserve, sans conclusion significative et avec seulement trois questions d'intendance. Le Comité d'audit a examiné la conformité du processus de l'ISS « de l'approvisionnement au paiement ». Plusieurs politiques et procédures ont été mises à jour, notamment concernant la délégation de pouvoir et les pouvoirs de signature financière.

Au cours de cette année, l'ISS a conservé sa trésorerie grâce à une collecte efficace des fonds demandés et à un dialogue régulier avec les bailleurs. Des rapports concernant les bons de commande et les transactions financières dans tous les bureaux ont été envoyés régulièrement afin d'en améliorer l'efficacité.

Prix de l'excellence

- > Thavan Rajoo, directeur des finances, et Bianca Diedericks, chargée des finances du groupe, pour leur approche holistique de l'actualisation des politiques et procédures et de la formation du personnel
- > Du Toit McLachlan, chargé de recherche, Afriques futures et innovation (AFI), pour son excellent travail et pour avoir joué un rôle crucial dans le développement et la gestion du contenu du nouveau site web d'AFI

Prix de l'innovation

- > Chandré Gould, Diketso Mufamadi, Ayanda Mazibuko, Matodzi Amisi et Thandi van Heyningen, programme Justice et Prévention de la violence, pour leur méthodologie révolutionnaire utilisée pour susciter un réel impact au niveau local et national en Afrique du Sud dans le cadre du Forum de prévention de la violence

Partenaires de développement

Forum des partenaires

Fondation Hanns Seidel
Fondation Open Society
Gouvernement du Canada
Gouvernement du Danemark
Gouvernement de l'Irlande
Gouvernement de la Norvège
Gouvernement de la Suède
Gouvernement des Pays-Bas
Union européenne

Financement des projets

African Policing Civilian Oversight Forum Trust
Ambassade du Royaume-Uni à Addis Abeba
Ambassade de la République populaire de Chine en Afrique du Sud
GIZ
Gouvernement de l'Allemagne
Gouvernement de l'Australie
Gouvernement de la Finlande
Gouvernement du Japon
Gouvernement de la Suisse
Gouvernement du Royaume-Uni
Humanity United

Igarape Institute
International Peace Institute Millennium Trust
Nations Unies
New Venture Fund
New York University
Open Space Consultants CC T/A Southern Hemisphere
Organisation internationale pour les migrations
Philip Morris Products SA
Reos Partners
Robert Bosch Stiftung
Rockefeller Philanthropy Advisors
South African Cities Network
South African Local Government Association
Standard Bank
Stichting T.M.C Asser Instituut
The African Climate Foundation
The Brenthurst Foundation
The Seven Passes Initiative
Université de Dublin City
Université du Witwatersrand
Wellspring Philanthropic Fund
World Childhood Foundation



55 %
de femmes



45 %
d'hommes





État de la situation financière

au 31 décembre 2022

	2022 R	2021 R
Actifs		
Actifs courants		
Bailleurs et autres débiteurs	11 728 348	14 464 405
Impôts courants à recevoir	1 379	1 935
Trésorerie et équivalents de trésorerie	147 245 578	93 813 569
	<u>158 975 305</u>	<u>108 279 909</u>
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	23 396 732	15 073 080
Immobilisation incorporelles	1 804	4 668
	<u>23 398 536</u>	<u>15 077 748</u>
Total des actifs	<u>182 373 841</u>	<u>123 357 657</u>
Passif et fonds propres		
Passif		
Passif courant		
Dettes commerciales et autres dettes	16 903 188	17 298 739
Dons reçus à l'avance	125 311 071	88 003 829
Découvert bancaire	932	587
	<u>142 215 191</u>	<u>105 303 155</u>
Passif non courant		
Impôt différé	2 421 082	471 526
	<u>2 421 082</u>	<u>471 526</u>
Total du passif	<u>144 636 273</u>	<u>105 774 681</u>
Fonds propres		
Fiducie	100	100
Réserves	10 395 326	3 474 817
Excédent cumulé	27 342 142	14 108 059
	<u>37 737 568</u>	<u>17 582 976</u>
Total fonds propres et passif	<u>182 373 841</u>	<u>123 357 657</u>

Compte de résultat global

pour l'exercice clos le 31 décembre 2022

	2022 R	2021 R
Revenus des dons	254 640 885	191 277 977
Autres revenus	9 753 240	5 754 543
Dépenses de fonctionnement	(252 671 561)	(198 068 414)
Excédent/(déficit) d'exploitation	11 722 564	(1 035 894)
Produits financiers	1 424 137	568 786
Charges financières	10	(16)
Excédent/(déficit) avant impôt	13 146 711	(467 124)
Impôt	(146 616)	(151 977)
Excédent/(déficit) de l'exercice	13 000 095	(619 101)
Autres éléments du résultat global :		
Écarts de change sur conversion d'opérations avec l'étranger	37 429	(119 145)
Résultat global total/(perte) de l'exercice	13 037 524	(738 246)

Note 1 : base de préparation

Les états financiers condensés, qui comprennent l'état de la situation financière et le compte de résultat global, sont extraits des états financiers consolidés vérifiés de l'Institut d'études de sécurité pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Ces états financiers peuvent être obtenus sur demande à l'adresse suivante :
Institute for Security Studies Trust at Block C, Brooklyn Court, 361 Veale Street,
New Muckleneuk, Pretoria, Afrique du Sud

Le Conseil d'administration de l'ISS assume l'entière responsabilité de la bonne extraction des informations financières à partir des états financiers annuels.

Conseil d'administration

Dr Iraj Abedian est fondateur et président de Pan-african Capital Holdings et fondateur et PDG de Pan-African Investment and Research Services.

Dr Jakkie Cilliers est responsable du programme Afriques futures et innovation de l'ISS et président du Conseil d'administration de l'ISS. Il a cofondé l'ISS, dont il a été directeur exécutif jusqu'en 2015.

Cassim Coovadia est président du Centre d'information sur les risques bancaires en Afrique du Sud. Il est également directeur de l'Association bancaire d'Afrique du Sud et président du Johannesburg Civic Theatre.

Prof. Gilbert Khadiagala est professeur Jan Smuts de relations internationales et chef de département à l'Université du Witwatersrand en Afrique du Sud.

Sakumzi (Saki) Macozoma est président non exécutif de Safika Holdings, président de Tshipi e Ntle et de Ntsimbintle Mining, et membre du Conseil d'administration de Volkswagen SA.

Dr Wendy Ngoma est PDG d'un cabinet de conseil en management et diplômée du programme d'entrepreneuriat social de l'INSEAD.

Prof. Maxi Schoeman est professeure émérite à l'Université de Pretoria. Elle est également professeure invitée au King's College de Londres et membre de l'Académie des sciences d'Afrique du Sud. Elle exerce le mandat de vice-présidente de l'Institute for Global Dialogue.

Conseil consultatif

S. E. M. l'ambassadeur Saïd Djinnit, envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands Lacs et président du Conseil consultatif

Ibrahima Fall, consultant indépendant basé au Sénégal et ancien représentant spécial des Nations Unies pour la région des Grands Lacs

Mohammed Ibn Chambas, représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Frannie A Léautier, associée et PDG de Mkoba Private Equity Fund, Tanzanie

Susanne Luther, directrice de la Fondation Hanns Seidel, Allemagne

Vijay Makhan, consultant indépendant et personne-ressource, Maurice

S. E. Mme l'ambassadrice Konjit Sinegorgis, ministère des Affaires étrangères, Éthiopie

Prof. Elrena van der Spuy, Université du Cap, Afrique du Sud



Crédits images

Envoyé de l'Union africaine pour la jeunesse, Amelia Broodryk/ISS, Amy Ashcroft/Flickr, Axel Fassio/CIFOR, Claudia Rosel Barrios/OIM, DaneyWiki/Wikimedia Commons, GCIS/Flickr, Gustave Deghilage, Immanuel Afolabi/Flickr, Jesse Alpert, Moeketsi Mamane, Niels Van Iperen/Wikimedia Commons, Rod Waddington/Flickr, SAPS Twitter, TJ Joubert/ISS, UNICEF Éthiopie/Mulugeta Ayene, ONU Photo/Maimana El Hassan

Conception graphique

Amelia Broodryk

Pour nous contacter

ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court
361 Veale Street
New Muckleneuk, Pretoria
Tél. : +27 12 346 9500

ISS Addis Abeba

2nd Floor, Kadco Group building #2
Ethio-China Friendship Avenue, Addis Ababa
Tél. : +251 11 515 6320

ISS Dakar

4^e étage, Immeuble Atryum Center
Route de Ouakam, Dakar
Tél. : +221 33 860 3304

ISS Nairobi

Gallant, 6th Floor
Office No 7, Parklands Road
Westlands, Nairobi
Tél. : +254 20 237 8475

www.issafrica.org/fr